

MARCHE n°250300

**Prestations d'examen radiographique des poumons en centre d'imagerie médicale
pour le compte de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur public
Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII)
44, rue Bargue 75732 Paris cedex 15
Tél. : 01 53 69 53 51
Courriel : marches.dab@ofii.fr

NB : dans le cas où plusieurs plis sont transmis par un même candidat,
seul sera ouvert le dernier pli reçu
(qui doit donc comporter l'intégralité des pièces requises).

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
LUNDI 24 MARS 2025 A 18:00 (HEURE DE PARIS)

SOMMAIRE

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION	3
2.1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2.2. ALLOTISSEMENT.....	3
2.3. QUANTITES ESTIMATIVES ET MONTANTS MAXIMUMS.....	6
2.4. CODIFICATION CPV	7
2.5. FORME DU MARCHÉ	7
2.6. DUREE DU MARCHÉ.....	8
2.7. LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
2.8. VARIANTES/ OPTIONS.....	8
2.9. CONSIDERATIONS SOCIETALES	8
ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	8
3.1. DOSSIER DE CONSULTATION (DCE).....	8
3.2. ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION	9
3.3. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION (DCE).....	9
3.4. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
3.5. FORME DES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES	9
3.6. SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
4.1. CANDIDATURE	10
4.2. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE	13
4.3. DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ	14
ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES, ADMISSION DES CANDIDATURES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ PUBLIC	15
5.1. CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES	15
5.2. RECOURS A LA NEGOCIATION	15
ARTICLE 6. MODALITES ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS.....	16
6.1. DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES PLIS.....	16
6.2. MODALITE DE REMISE DES PLIS – PROCEDURE DEMATERIALISEE	16
ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 8. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	17
ARTICLE 9. MISE AU POINT.....	18
ARTICLE 10. VOIES DE RECOURS.....	18

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII).

Adresse : 44, rue Bargue, 75732 Paris cedex 15.

Personne signataire du marché : Monsieur le directeur général de l'OFII ou son représentant.

Coordonnées du service chargé de la consultation sont les suivantes :

OFII – DAF

Bureau des Marchés

44 rue Bargue - 75732 PARIS Cedex 15

N° de téléphone : 01.53.69.53.51

U.R.L: www.ofii.fr

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DE LA CONSULTATION

2.1. Objet de la consultation

Le présent marché de services a pour objet la réalisation de **prestations d'examen radiographique des poumons en centre d'imagerie médicale en France métropolitaine et en outre-mer pour le compte de l'OFII.**

2.2. Allotissement

En application de l'article L2113-10 du Code de la commande publique, la consultation est allotie géographiquement et comporte **27 lots**, correspondant à une direction territoriale (DT) ou une antenne.

Le découpage des lots se fait comme suit :

LOTS	DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFII	ADRESSE DE LA DT RESPONSABLE	DEPARTEMENTS / ARRONDISSEMENT CONCERNES	
1	AMIENS	275, rue Jules Barni - Bâtiment D AMIENS 80000	02 Aisne	
			60 Oise	
			80 Somme	
2	ANNECY (antenne)	Parc de l'Alliance – 70-72, rue des Alliés GRENOBLE 38100	74 Haute Savoie	
			73 Savoie	
3	BESANCON	3, Avenue de la Gare d'Eau	25 Doubs	70 Haute Saône

		BESANCON 25000	90 Territoire de Belfort	39 Jura
4	BORDEAUX	55, rue Saint Sernin BORDEAUX 33000	33 Gironde	40 Landes
			47 Lot et Garonne	64 Pyrénées Atlantiques
5	CAEN	1, rue Daniel Huet CAEN 14038	14 Calvados	
			50 Manche	
			61 Orne	
6	CAYENNE	17-19, rue Lallouette, BP 245, 97325 Cayenne	973 Cayenne	
7	SAINT LAURENT DU MARONI (antenne)	17-19, rue Lallouette, BP 245, 97325 Cayenne	973 Saint Laurent du Maroni	
8	CLERMONT- FERRAND	1, rue d'Assas CLERMONT- FERRAND cedex 01 63033	03 Allier	15 Cantal
			43 Haute-Loire	63 Puy de Dôme
9	DIJON	6, rue Chancelier de l'Hôpital DIJON 21000	21 Côte d'Or	58 Nièvre
			71 Saône et Loire	89 Yonne
10	GRENOBLE	Parc de l'Alliance – 70-72, rue des Alliés GRENOBLE 38100	26 Drôme	
			38 Isère	
11	GUADELOUPE	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	971 Guadeloupe	
12	LA REUNION	6 Rue des Messageries 97404 Saint Denis	973 La Réunion	
13	LILLE	107, Boulevard de la Liberté, 59800 Lille	59 Nord	
			61 Pas de Calais	

14	LYON	7 rue Quivogne, 69002 Lyon	69 Rhône		01 Ain
			07 Ardèche		42 Loire
15	MARTINIQUE	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	972 Martinique		
16	MARSEILLE	61, boulevard Rabatau, 13008 Marseille	04 Alpes de Haute Provence	05 Hautes Alpes	13 Bouches de Rhône
			20 Corse	83 Var	84 Vaucluse
17	MELUN	2 bis, avenue Jean Jaurès, 77000 Melun	77 Seine et Marne		
18	METZ	2, rue Lafayette, 57000 Metz	54 Meurthe et Moselle		55 Meuse
			57 Moselle		88 Vosges
19	NANTES	93 bis, rue de la Commune de 1871, 44400 Reze	44 Loire		53 Mayenne
			49 Maine et Loire		72 Sarthe
					85 Vendée
20	ORLEANS	4 Rue de Patay, 45000 Orléans	18 Cher	28 Eure et Loir	36 Indre
			37 Indre et Loire	41 Loire et Cher	45 Loiret
21	POITIERS	86, avenue du 8 mai 1945, 86000 Poitiers	16 Charente	17 Charente Maritime	79 Deux Sèvres
22	REIMS	2 rue du Grand Credo, 51100 Reims	08 Ardennes		10 Aube
			51 Marne		52 Haute Marne
23	RENNES	8, rue Jean Julien Lemordant, 35000 Rennes	22 Côtes d'Armor		29 Finistère
			35 Ille et Vilaine		56 Morbihan
24	STRASBOURG	4, rue Gustave Doré, CS 80115, 67069 Strasbourg	67 Bas Rhin		
			68 Haut Rhin		

25	SAINT BARTHELEMY (antenne)	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	971 Saint Barthélemy
26	SAINT MARTIN (antenne)	246 Grand Camp 97139 Les Abymes	971 Saint Martin
27	ROUEN	15 Place de la Verrerie, immeuble Montmorency 1, 76100	76 Seine et Maritime
			27 Eure et Loir

Les adresses des directions territoriales sont susceptibles d'être modifiées au cours de l'exécution du marché. Cette modification ne donnera pas lieu à un avenant.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Pour chaque lot, l'offre présentée par le candidat devra porter sur l'ensemble des prestations, objet du lot concerné.

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

2.3. Quantités estimatives et montants maximums

Les montants et quantités estimatives d'actes radiologiques annuels (non contractuels et non engageants) ainsi que les montants maximums par lot sur la durée totale du marché sont les suivants :

LOTS	DIRECTION TERRITORIALE DE L'OFII	QUANTITE ESTIMATIVE D'ACTES RADIOLOGIQUES SUR PAR ANNEE	MONTANT ESTIMATIF PAR AN	MONTANT MAXIMUM SUR LA DUREE DU MARCHE (HT/TTC)
1	AMIENS	550	15 500 €	72 000 €
2	ANNECY	855	24 000 €	106 000 €
3	BESANCON	500	15 000 €	70 000 €
4	BORDEAUX	1450	40 000 €	170 000 €
5	CAEN	475	13 500 €	59 000 €
6	CAYENNE	130	3 700 €	20 000 €
7	SAINT LAURENT DU MARONI	20	600 €	7 400 €

8	CLERMONT-FERRAND	410	11 500 €	51 000 €
9	DIJON	500	15 000 €	70 000 €
10	GRENOBLE	800	22 500 €	100 000 €
11	GUADELOUPE	145	4 500 €	23 000 €
12	LA REUNION	310	8 700 €	39 000 €
13	LILLE	1250	35 000 €	150 000 €
14	LYON	1750	50 000 €	210 000 €
15	MARTINIQUE	100	3 000 €	17 000 €
16	MARSEILLE	1795	50 300 €	211 500 €
17	MELUN	1100	30 800 €	133 200 €
18	METZ	680	19 000 €	86 000 €
19	NANTES	1340	37 500 €	160 000 €
20	ORLEANS	360	10 000 €	45 000 €
21	POITIERS	820	23 000 €	102 000 €
22	REIMS	425	12 000 €	53 000 €
23	RENNES	1040	30 000 €	130 000 €
24	STRASBOURG	1260	35 500 €	152 000 €
25	SAINT BARTHELEMY	20	600 €	7 400 €
26	SAINT MARTIN	20	600 €	7 400 €
27	ROUEN	670	18 800 €	85 200 €

2.4. Codification CPV

85150000

2.5. Forme du marché

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des dispositions des articles R 2123-1 3°, R. 2123-2 et R. 2131-7 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande conclu sans montant minimum au sens du

deuxième alinéa de l'article R. 2162-4 du code précité avec un maximum contractuel fixé par lot.

Chaque marché est mono-attributaire à prix unitaire et forfaitaire.

2.6. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée ferme de **douze (12) mois** reconductible trois fois par période similaire pour une durée maximale de quarante-huit (48) mois.

Dans l'hypothèse où l'OFII souhaiterait ne pas reconduire le marché, il en informe le titulaire au plus tard 60 jours avant la date de fin de période par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. La non-reconduction n'ouvre pas un droit à indemnité.

Le présent marché peut être résilié par l'OFII sans indemnité, sous réserve d'un préavis de 3 mois, dans le cas où une Direction Territoriale (DT) parvient à établir une convention avec un Centre de Lutte Anti-tuberculose (CLAT). Cette résiliation devra être notifiée par écrit au titulaire, précisant la date d'effet de la résiliation.

Chaque lot est indépendant, qu'il s'agisse de son exécution et/ou de son interruption, conformément aux règles précitées

2.7. Lieux d'exécution des prestations

L'examen radiographique des poumons est effectué dans les locaux du titulaire.

Ces locaux devront être situés à proximité des sites des Directions Territoriales (DT) ou antennes dont les adresses sont spécifiées dans le présent document (Article 2.2).

2.8. Variantes/ options

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.9. Considérations sociétales

Le marché ne comprend pas de considérations sociétales.

ARTICLE 3. ORGANISATION DE LA CONSULTATION

3.1. Dossier de consultation (DCE)

Le DCE comprend les pièces ci-dessous listées :

- Le règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement conforme au formulaire (ATTRI1) pour chaque lot ;
- Le bordereau des prix pour chaque lot ;
- La simulation financière pour chaque lot ;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P)
- Les formulaires DC1, DC2 et DC4.

3.2. Accès au dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable, après s'être identifié, via le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>.

Les candidats devront se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site : « www.marches-publics.gouv.fr » pour toute action sur ledit site.

Un manuel d'utilisation est également disponible sur le site afin de faciliter le maniement de la plate-forme : <http://mpe3-docs.local-trust.com/guide/pmi/GuideUtilisateurEntreprise.zip>.

Le candidat doit s'identifier sur la plate-forme des achats de l'état (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>) s'il souhaite être informé des éventuelles modifications ultérieures de la consultation. En outre, le candidat doit s'assurer que l'adresse des échanges avec la plate-forme susmentionnée « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » est mise sur liste blanche afin de passer les filtres des serveurs proxy en place dans son entreprise.

En cas de besoin, le candidat peut consulter les rubriques « aide » et « conditions d'utilisation ».

3.3. Modifications de détail au dossier de consultation (DCE)

Les candidats ne peuvent apporter de modifications au DCE.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au DCE. Celles-ci seront portées à la connaissance des candidats au plus tard huit (6) jours calendaires avant la date limite de remise des plis figurant en page de garde du présent document.

Si le pouvoir adjudicateur estime que ce délai ne permet pas aux candidats de prendre connaissance des modifications et d'adapter leurs offres en conséquence, la date limite de remise des plis sera alors repoussée pour l'ensemble des candidats à une date ultérieure appropriée.

Les candidats devront répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever de contestation à ce sujet.

3.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres (*initiales ou négociées*).

En tant que de besoin, l'OFII peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres. Pour ce faire il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE. La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

Si le candidat ou le soumissionnaire n'accepte pas de maintenir son offre, l'acheteur poursuit la procédure avec les seuls candidats ou soumissionnaires ayant accepté la prorogation du délai de validité de leur offre.

3.5. Forme des groupements d'opérateurs économiques

Le marché public sera attribué soit à un prestataire unique soit à un groupement de prestataires conjoint ou solidaire. Les opérateurs économiques sont donc autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, sous réserve

du respect des règles relatives à la concurrence.

Dès lors que le candidat se présente sous forme d'un groupement conjoint, il lui appartient d'indiquer dans son offre le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

Afin de s'assurer de la correcte exécution technique du marché public, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Un opérateur économique ne peut être mandataire de plusieurs groupements pour un même marché public.

De plus, les candidats ne peuvent pas candidater en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

3.6. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions des articles R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

Les candidats peuvent présenter leur sous-traitant au pouvoir adjudicateur lors de la remise de plis ou en cours d'exécution du marché public. La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (déclaration de sous-traitance). Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 4. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1. Candidature

Les candidatures sont examinées au regard de leur niveau de capacités professionnelles, techniques, financières et économiques. Les candidatures, qui n'ont pas été écartées en application des dispositions des articles R. 2144-1 à R. 2144-7 du code de la commande publique, sont examinées.

Les motifs permettant à l'acheteur de déclarer une candidature irrecevable sont listés aux articles L.2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique. Les entreprises qui ont fait l'objet notamment d'une condamnation définitive ou qui n'ont pas souscrit leurs déclarations en matière fiscale, ou acquitté les impôts et taxes ou encore qui sont soumises à une procédure de liquidation judiciaire ou qui ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues au code du travail sur la lutte contre le travail dissimulé s'exposent à voir leur candidature rejetée.

Interdictions de soumissionner

Outre les interdictions de soumissionner susmentionnées, l'OFII retient, en application de l'article L.2141-7 du code précité, les interdictions de soumissionner facultatives suivantes :

- les entreprises qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession antérieur ou d'un marché public antérieur.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe sans délai l'OFII. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

Le candidat retenu devra établir la preuve qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément aux dispositions prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-7 du code de la commande publique.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'OFII exigera son remplacement par un opérateur économique qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les candidats à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptés en tant que sous-traitant. Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'OFII exigera son remplacement par une entreprise qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

Les documents de la candidature doivent être signés par une personne habilitée à engager le candidat.

Candidature hors DUME

Chaque candidat ou membre d'un groupement doit produire les pièces suivantes :

- **La lettre de candidature en utilisant le formulaire DC1** fourni, ou un document équivalent. En cas de candidature groupée, une seule lettre de candidature est établie pour l'ensemble du groupement. Elle doit être renseignée et signée par tous les membres du groupement et doit préciser la nature du groupement et désigner le mandataire ;
- **La déclaration du candidat intégralement renseignée en utilisant le formulaire DC2** fourni, ou un document équivalent dans sa version à jour du code de la commande publique ;
- **La délégation de pouvoir** des personnes habilitées à engager le soumissionnaire. Les candidats doivent fournir les documents prouvant que le signataire dispose des pouvoirs lui permettant d'engager la société au stade de la candidature et de l'offre ;
- **La déclaration sur l'honneur** du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique ;
- En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables gratuitement à partir du lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)

En application des dispositions de l'article R.2143-3 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils peuvent intégrer toutes les informations ci-dessus mentionnées dans le document unique de marché européen (DUME) accessible depuis le service exposé de la plateforme PLACE ou en suivant le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME complet et distinct.

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Les candidats renseignent les parties suivantes du DUME :

- **CAPACITES FINANCIERES :**

1. Les chiffres d'affaires globaux, au cours des trois derniers exercices disponibles, et/ou les chiffres d'affaires annuels dans les domaines d'activité couverts par la présente consultation, au cours de trois derniers exercices disponibles.

- **CAPACITES PROFESSIONNELLES ET TECHNIQUES :**

2. Les références du candidat au cours des trois dernières années pour les services objet de la présente consultation, indiquant le montant, la date, le destinataire, public ou privé et en précisant les coordonnées d'un contact.

3. Une présentation de la structure de l'entreprise : volume d'activités, composition des effectifs, organisation.

Justificatifs et moyens de preuve concernant l'aptitude et les capacités des candidats

Les documents permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières sont les suivants :

- **Capacités professionnelles** : fournir la date de début de l'activité ; présenter son expérience le cas échéant avec le secteur public. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, après la remise des plis, de demander au candidat la preuve par des attestations du destinataire ou à défaut une déclaration du candidat.
- **Capacités techniques** : fournir un dossier de présentation précisant les effectifs du candidat et le profil des équipes en place, préciser de façon exhaustive le matériel et les logiciels techniques qui seront utilisés pour l'exécution des prestations.
- **Capacités économiques et financières** : indiquer le chiffre d'affaires global et la part du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché public réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (rubriques E1 du formulaire DC2 à compléter).

Pour les sociétés nouvellement créées, la preuve des capacités techniques,

professionnelles, économiques et financières peut être apportée par tous moyens.

Les renseignements suivants pourront être notamment produits pour apprécier les capacités de ces entreprises :

- pour les capacités financières : une déclaration appropriée de banque, production d'une attestation d'un agent d'assurance garantissant la conclusion d'un contrat en cas d'attribution, etc...
- pour les capacités techniques et professionnelles : titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables, liste des matériels possédés par l'entreprise, attestation de fourniture en cas d'attribution de marché, etc...

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Conformément aux dispositions de l'article R.2142-4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

En application des dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures ne présentant pas manifestement les capacités financières, économiques et professionnelles précitées sont éliminées.

Par application de l'article R. 2144-2 du code la commande publique, si l'OFII constate que des pièces dont la production est réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats, par courriel, de compléter leur dossier de candidature dans un délai préfixé dans ce dernier. Passé ce délai, la candidature sera considérée comme irrecevable. Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

4.2. Documents constitutifs de l'offre

Pour chaque lot, le pli comportera les éléments relatifs à l'offre énumérés ci-après :

- **L'acte d'engagement** (conforme au formulaire ATTR11) dûment complété, daté, signé et cacheté, ainsi que le nom et la qualité du signataire habilité à engager le candidat juridiquement et financièrement ;
- **Le bordereau des prix**, impérativement sous format Excel, complété en intégralité pour chaque lot ;
- **La simulation financière** pour chaque lot qui sera complétée à partir des prix mentionnés dans le bordereau des prix ;
- **le mémoire technique** justifiant des dispositions que ce dernier se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, ce document comprendra toutes les justifications et les observations du candidat.

- **La(es) demande(s) d'acceptation de sous-traitance** (conforme au formulaire DC4), si nécessaire ;
- **Le relevé d'identité bancaire (RIB)** ;

Il est rappelé que les candidats s'engagent à accepter sans restriction ni réserve les documents régissant le marché.

Les offres doivent impérativement être remises à date prévue en première page du règlement de la consultation.

Les pièces constitutives de l'offre doivent être rédigées en langue française, ou à défaut accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.3. Documents à fournir par l'attributaire du marché

Le candidat, auquel il est envisagé d'attribuer le marché public, doit transmettre l'ensemble des documents listés ci-dessous, dans un délai de **six (6) jours ouvrés** à compter de la date de réception de la demande de l'OFII par courriel.

- Une attestation de vigilance datant de moins de six (6) mois (articles D 8222-5-1°-a du code du travail et L. 243.15 du code de la sécurité sociale), délivrée par l'URSSAF ;
- Une attestation de régularité fiscale (article D 8222-5-1°-b du code du travail) délivrée par le service des impôts justifiant de la régularité de la situation fiscale du candidat datée du dernier jour du mois précédant la date d'envoi de la lettre d'attribution;
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle inhérente à l'activité de la société ;
- Lorsqu'il emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10 à L. 1221-12, L. 3241-1 à L. 3245-2 du code du travail et L. 242-1 à L. 242-4 du code de la sécurité sociale ;
- Le cas échéant, une liste nominative des salariés de nationalité étrangère en mentionnant la date d'embauche, le type et référence de titre de séjour, la nationalité et la date d'échéance.

En réponse à la demande de l'OFII, les candidats peuvent faire parvenir leurs pièces complémentaires selon les trois modalités suivantes :

1. par mail à l'adresse suivante : marches.dab@ofii.fr
2. utilisation de la plateforme E. attestations, accessible sur le site suivant : <https://www.e-attections.com/>. Cet outil digital accessible gratuitement permet aux candidats de mutualiser l'ensemble des attestations demandées, de signer électroniquement un document et de mettre à jour leurs attestations grâce à des alertes sur les dates d'échéance. Un lien sera adressé à chaque attributaire l'invitant à déposer ses pièces sur cette plateforme.
3. dépôt sur la plateforme PLACE, en utilisant le coffre-fort électronique mis à leur disposition sur le site, *via* l'accès à leur compte entreprise. Ainsi, ces documents seront archivés de manière sécurisée et les candidats pourront s'abstenir de les fournir par un autre moyen.

ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES, ADMISSION DES CANDIDATURES ET ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Critères d'analyse des offres

Après avoir éliminé les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables conformément aux articles L. 2152-1 à 4 et R. 2152-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur procède au classement des offres au regard des critères de jugement ci-dessous énoncés et pondérés.

Etant précisé que le pouvoir adjudicateur pourra autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser leur offre jugée irrégulière dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre (article R2152-2 du code de la commande publique).

Cette demande ne pourra en aucun cas aboutir à une négociation ou à une modification de l'offre à ce stade.

1) Valeur technique de l'offre (60 points) appréciée au regard des sous-critères suivants :

- Organisation opérationnelle (40 points) – noté sur : sur les modalités de mise à disposition des résultats dans les délais standard applicables à ce type d'examen ; le mode de transmission des résultats et la présentation du protocole d'identitovigilance mis en place.
- Qualité technique (20 points) – noté sur : la présentation du matériel utilisé et la composition de l'équipe intervenante.

2) Prix des prestations (40 points) : au regard du montant total du montant total du détail quantitatif estimatif (DQE)

Le critère « prix » est évalué selon la formule de calcul suivante :

$$\text{Note} = 40 \times (\text{montant du DQE de l'offre la moins-disante} / \text{montant du DQE de l'offre considérée})$$

Le soumissionnaire obtenant le plus de points sera retenu comme attributaire du marché.

Pour départager plusieurs candidats en cas d'égalité de points, l'OFII retiendra comme attributaire du marché le soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note sur le critère « Valeur technique de l'offre ».

5.2. Recours à la négociation

A l'issue d'une première analyse provisoire, l'OFII peut ouvrir des négociations sur le marché. Cependant, l'OFII se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. Il est donc de l'intérêt du soumissionnaire d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.

Pour chaque lot, seuls les trois soumissionnaires les mieux classés au terme de l'analyse des offres seront admis à la négociation.

Ils seront alors informés des modalités et des échéances de la négociation par voie électronique (lieu, date, le temps imparti et les modalités de déroulement de la négociation).

Les négociations pourront prendre la forme d'un entretien ou d'échange de courrier et porter sur tous les éléments de l'offre y compris le prix.

En cas de négociation et à l'issue de celle-ci (un ou plusieurs tours de négociation sont possibles), une seconde analyse prenant en compte les éléments négociés sera réalisée avec les mêmes critères afin d'apprécier l'offre économiquement la plus avantageuse de chacun des lots.

Le soumissionnaire obtenant le plus de points sera retenu comme attributaire du marché. En cas d'égalité, le candidat ayant obtenu le total le plus élevé des notes se rapportant aux aspects techniques sera retenu.

ARTICLE 6. MODALITES ET DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS

6.1. Date et heure limites de remise des plis

Les date et heure limites de remise des plis sont fixées au **Lundi 24 mars 2025 à 18h00** (heure de Paris).

6.2. Modalité de remise des plis – Procédure dématérialisée

L'OFII utilise la plate-forme de dématérialisation des procédures d'achat de l'Etat sur le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>. La remise des plis est exclusivement électronique. **La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.**

Les prérequis techniques ainsi que le manuel d'utilisation sont disponibles sur le susmentionné site internet :

<http://mpe3-docs.local-trust.com/guide/pmi/GuideUtilisateurEntreprise.zip>

Les candidats sont invités à tester au préalable la configuration de leur poste et à réaliser des réponses de test sur les consultations-tests proposées sur la plateforme.

En cas de difficulté, le service d'assistance téléphonique (ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés au n° d'accès national : 01 53.43.05.45, prix d'un appel national à partir d'un poste fixe) est à la disposition des entreprises pour les aider à bien configurer les postes de travail et s'assurer que leur remise de réponse peut se faire sans difficulté.

La signature manuscrite des candidatures et les offres transmises par voie électronique n'est pas obligatoire, seul l'attributaire doit fournir un acte d'engagement signé (ATTR11), sans pouvoir en modifier le contenu, sur demande du pouvoir adjudicateur.

Le candidat doit constituer un seul dossier de réponse contenant l'ensemble des fichiers de candidature et d'offre. Par ailleurs, hormis le bordereau de prix, ces fichiers sont produits au format PDF (Adobe Reader).

Le candidat est invité à fournir à l'OFII une copie de sauvegarde. Elle sera placée sous enveloppe unique cachetée portant les mentions suivantes : « Ne pas ouvrir par le service courrier : **Marché n° 250300 – Prestations d'examen radiographique des poumons en centre d'imagerie médicale pour le compte de l'Office française de l'immigration et de l'intégration.**

Elle doit être envoyée par voie postale ou déposée contre récépissé de 10h00 à 12h00 et de

14h30 à 16h30, à l'adresse suivante :

OFII – DAF

Bureau des Marchés

44 rue Bargue - 75732 PARIS Cedex 15

Conformément aux dispositions de l'article 1 du décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modification du code la commande publique, les candidats peuvent adresser à l'acheteur une copie de sauvegarde par voie électronique à l'adresse marches.dab@ofii.fr.

De même que pour la transmission en format papier, cette copie ne pourra être prise en considération que si elle parvient à l'OFII avant la date et l'heure limite de remise des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Par ailleurs, il est rappelé que tout document transmis par voie électronique contenant un virus informatique est réputé non-reçu, il entraînera l'irrecevabilité de la candidature. Les candidats sont donc invités à faire analyser leurs fichiers par un anti-virus à jour avant leur envoi.

La copie de sauvegarde est conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires à la formulation d'une offre, les candidats peuvent adresser leur demande écrite en précisant en référence : **Marché n° 250300 – Prestations d'examen radiographique des poumons en centre d'imagerie médicale pour le compte de l'Office française de l'immigration et de l'intégration** - demande de renseignements », via PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Les précisions seront transmises via PLACE s'il s'agit de compléments nécessaires à l'établissement de l'offre.

Les questions doivent être envoyées sur la plateforme PLACE **au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date de remise de l'offre.**

Les réponses seront apportées à l'ensemble des candidats via la plateforme de dématérialisation des marchés **six (6) jours calendaires avant la date de remise de l'offre.**

ARTICLE 8. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Les documents du dossier de consultation sont la propriété intellectuelle de l'OFII, ils ne

peuvent être communiqués à des tiers ou utilisés à d'autres fins qu'avec l'accord préalable de l'OFII.

Toute utilisation, autre que celle nécessaire pour répondre à la présente consultation, ou diffusion effectuée sans l'autorisation de l'OFII, engage la responsabilité de son auteur et peuvent notamment être punies des peines réprimant les atteintes à la propriété intellectuelle.

ARTICLE 9. MISE AU POINT

L'acheteur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent marché.

ARTICLE 10. VOIES DE RECOURS

Les renseignements sur les voies et délais de recours peuvent être obtenus auprès des services du greffe du Tribunal administratif de Paris (Tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 4, France ; Tel. : 01 44 59 44 00 ; greffe.ta-paris@juradm.fr ; <http://paris.tribunal-administratif.fr/ta-caa>).